



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 16-20 novembre 2020

Distribution: générale	Point X de l'ordre du jour
Date: 9 juillet 2020	WFP/EB.2/2020/X-X/X/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays — Guatemala (2021-2024)

Durée	1 ^{er} janvier 2021-31 décembre 2024
Coût total pour le PAM	157 601 501 dollars
Marqueur de l'égalité femmes-hommes* et de l'âge	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Le Guatemala est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dont les indicateurs macroéconomiques sont stables et où la croissance économique est soutenue. Néanmoins, la pauvreté généralisée, les taux élevés de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et les inégalités socioéconomiques et politiques menacent la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les populations rurales et autochtones. Le Guatemala est exposé aux aléas naturels et il est l'un des pays les plus touchés par la variabilité et le changement climatiques dans la région. La pandémie de COVID-19 a aggravé une situation déjà précaire sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition et a eu des répercussions négatives sur l'économie, alors qu'un grand nombre de personnes vivaient déjà au-dessous du seuil de pauvreté. La perte de revenus due aux mesures prises pour empêcher la propagation de la pandémie a gravement compromis la capacité de nombreux ménages à acheter de la nourriture, ce qui a entraîné une insécurité alimentaire généralisée. De ce fait, le Guatemala se heurte à de grosses difficultés pour atteindre l'objectif de développement durable 2 (Éliminer la faim).

Le plan stratégique de pays établi par le PAM pour 2021-2024 a pour objectif d'aider le Gouvernement guatémaltèque à parvenir à un développement durable, inclusif et équitable, en investissant dans des programmes et des politiques de renforcement de la résilience,

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme L. Melo
Directrice de pays
courriel: laura.melo@wfp.org

spécifiquement axés sur la nutrition et à dimension nutritionnelle qui permettront de transformer le monde rural et de développer durablement les infrastructures et le capital humain, et en fournissant une assistance technique pour faciliter les échanges dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le plan stratégique de pays est aligné sur les priorités fixées par le Gouvernement dans le plan national pour 2020–2024 et dans sa stratégie nationale de développement à long terme, *K'atun: Nuestra Guatemala 2032*. Il est centré sur la fourniture d'une assistance technique en faveur des programmes gouvernementaux de protection sociale et de préparation aux situations d'urgence, la promotion d'approches porteuses de transformations comme le changement des comportements pour améliorer les régimes alimentaires et l'adaptation au changement climatique, et le recours à une approche globale du renforcement de la résilience dans les communautés les plus vulnérables. Compte tenu de l'exposition du Guatemala aux aléas naturels et des effets du changement climatique, le PAM continuera également de fournir une assistance alimentaire directe pour subvenir aux besoins essentiels et s'assurer que les personnes les plus vulnérables ont accès à des aliments nutritifs en cas de choc.

Conformément aux priorités nationales et au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et, compte tenu des consultations menées avec le Gouvernement, les donateurs, les partenaires et les bénéficiaires, le plan stratégique de pays s'articule autour de cinq effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* Les populations touchées par une crise au Guatemala sont en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels pendant et après la crise.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2024, les populations vulnérables des zones ciblées ont accès à des services et des programmes globaux qui les encouragent à adopter des régimes alimentaires sains.
- *Effet direct stratégique 3:* Les populations rurales vulnérables et les institutions locales participent durant toute l'année à des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition et de la problématique hommes-femmes qui sont durables et résilients face au changement climatique.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2024, les institutions nationales ont des capacités renforcées et améliorent leur coordination pour gérer un système de protection sociale intégré.
- *Effet direct stratégique 5:* Les partenaires nationaux ont accès à des services efficaces et à une assistance technique tout au long de l'année.

Au titre du plan stratégique de pays, le PAM prévoit de poursuivre les activités mises en place au cours de la période d'exécution du plan stratégique précédent, comme par exemple la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise, et l'autonomisation des femmes, ainsi que de développer les nouveaux domaines de collaboration, notamment le renforcement de la résilience et l'amélioration du système national de protection sociale. Les questions liées à la nutrition seront abordées essentiellement par le biais des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui seront mises en œuvre pendant toute la période couverte par le plan stratégique de pays. Le PAM fournira aussi des services destinés à aider le Gouvernement à éliminer la faim.

Les effets directs stratégiques seront obtenus en collaboration avec les institutions gouvernementales, la société civile, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies, en particulier ceux ayant leur siège à Rome.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Guatemala (2021-2024) (WFP/EB.2/2020/X-X/X) pour un coût total pour le PAM de 157 601 501 dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Situé en Amérique centrale et entre deux failles sismiques, le Guatemala compte quatre volcans en activité. Le pays est frappé de temps à autre par des tempêtes tropicales et des ouragans et il est de plus en plus souvent exposé à des conditions météorologiques instables: le Guatemala a été le seizième pays le plus touché dans le monde par des phénomènes climatiques extrêmes entre 1999 et 2018¹ et il est le huitième pays le plus exposé et le plus vulnérable aux aléas naturels², qui perturbent périodiquement le développement économique et social. En 2020, le Guatemala a subi les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui ont augmenté la pauvreté et provoqué une insécurité alimentaire généralisée.
2. La population du Guatemala se caractérise par son hétérogénéité, avec l'une des plus importantes populations autochtones d'Amérique latine, qui compte 23 groupes différents. Le Guatemala est également un pays jeune, 34,3 pour cent de sa population ayant entre 9 et 24 ans. Le pays est parvenu à la stabilité macroéconomique et à la croissance, l'inflation est stable et la croissance annuelle du produit intérieur brut est en moyenne de 3,4 pour cent depuis 2010. Néanmoins, le Guatemala se classe au 126^{ème} rang selon l'indice de développement humain de 2019³. Les taux de pauvreté et les inégalités sont élevés et fortement corrélés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Le taux de pauvreté a augmenté, passant de 51 pour cent en 2006 à 59,3 pour cent en 2014⁴, et le Guatemala est l'un des pays d'Amérique latine où les inégalités sont les plus prononcées, avec un coefficient de Gini de 48,3⁵. Le taux de pauvreté est deux fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et le taux de pauvreté extrême est trois fois plus élevé dans les zones rurales, tandis que 79,2 pour cent des populations autochtones vivent dans la pauvreté et 40 pour cent dans l'extrême pauvreté.
3. Le Guatemala est confronté à de graves problèmes dus aux inégalités entre les sexes. Le pays se classait au 126^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2019⁶. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le pourcentage de femmes n'ayant pas de revenu personnel est l'un des plus élevés dans la région (51 pour cent)⁷; les femmes sont également surreprésentées dans les soins et les travaux domestiques non rémunérés, ce qui les expose à la dépendance financière, à la pauvreté et à la violence. Les disparités entre les sexes, notamment pour les femmes autochtones, sont accentuées par l'accès inégal à la terre, le manque de ressources économiques et sociales, et la faible représentation dans les instances publiques de décision.

¹ Germanwatch. 2019. *Global Climate Risk Index 2020. Who Suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-Related Loss Events in 2018 and 1999 to 2018*. <https://www.germanwatch.org/en/17307>.

² Ruhr Universität Bochum et Institute for International Law of Peace and Armed Conflict. 2019. *World Risk Report 2019*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WorldRiskReport-2019_Online_english.pdf.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2019. Indicateurs de développement humain: Guatemala. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/GTM>.

⁴ Banque mondiale. Non daté. Données: Guatemala. <https://donnees.banquemondiale.org/pays/guatemala>.

⁵ Banque mondiale. 2014. Données sur le Guatemala. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=GT>.

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement. 2019. Indice d'inégalité de genre <http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>.

⁷ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique Latine et des Caraïbes. *People without incomes of their own*. <https://oig.cepal.org/en/indicators/people-without-incomes-their-own>.

4. Les niveaux de violence sont très élevés au Guatemala. Les morts violentes et les blessures, les vols qualifiés dans la rue et les extorsions sont fréquents et touchent toutes les classes sociales. En 2019, plus de 300 personnes ont été assassinées dans les transports publics, et jusqu'ici en 2020 environ 51 cas d'extorsion sont signalés par jour. En 2019, en moyenne quatre femmes ont disparu, deux sont mortes de mort violente et deux enfants sont morts chaque jour. Cinquante-cinq cas de violence contre les femmes ont également été signalés chaque jour. La situation géographique du Guatemala le rend particulièrement attrayant pour les réseaux de trafic de stupéfiants et les filières d'immigration clandestine, qui sont très présents dans le pays.
5. Selon l'Indice de la faim dans le monde, le niveau de la faim au Guatemala est jugé "grave". Un enfant sur deux de moins de 5 ans présente un retard de croissance, et ce taux atteint huit sur dix parmi les populations autochtones rurales. Les populations rurales et autochtones, les adolescents, les enfants, les femmes et les personnes handicapées sont les plus démunis. Les mauvaises conditions de vie et la violence sont à l'origine de l'accroissement des migrations enregistré cette dernière décennie, mais 6 pour cent seulement des ménages indiquent que les migrations ont apporté des améliorations⁸.
6. Les recettes fiscales du Guatemala comptent parmi les plus basses d'Amérique latine en raison d'un faible taux d'imposition, d'une forte évasion fiscale et d'une économie informelle importante. La dette publique exprimée en pourcentage du produit intérieur brut est faible et les dépenses publiques sont parmi les plus basses de la région. Il en résulte un faible investissement dans la protection sociale et les services de base, une capacité opérationnelle limitée des pouvoirs publics et une utilisation peu efficace des ressources publiques⁹. Les budgets nationaux limités alloués à la santé et à l'éducation, obligent souvent les ménages à investir dans l'accès aux services de base. Ces facteurs, associés à la pauvreté, ne permettent pas au Guatemala de développer comme il le pourrait son capital humain au moment où le pays est sur le point de bénéficier du "bonus démographique" que constitue sa forte population en âge de travailler¹⁰.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. Le plan national de développement du Guatemala *K'atun: Nuestra Guatemala 2032* (ci-après "le plan *K'atun*") approuvé en 2014 établit les priorités nationales et comprend des dispositions concernant l'élaboration ultérieure de politiques, les crédits budgétaires et le suivi des résultats. Les objectifs de développement durable (ODD) se retrouvent dans les dix priorités du plan *K'atun*: réduction de la pauvreté et protection sociale, accès aux services de santé, emploi et investissement, accès à l'eau et gestion des ressources naturelles, éducation, valeur économique des ressources naturelles, sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforcement institutionnel, sécurité et justice, aménagement du territoire et réforme fiscale globale¹¹.
8. En 2017, le Guatemala a préparé son premier rapport sur les progrès accomplis au regard des ODD et l'examen national volontaire en ce qui concerne la faim, la malnutrition, la

⁸ Banque interaméricaine de développement, Fonds international de développement agricole, Organisation internationale pour les migrations, Organisation des États américains et PAM. 2017. *Food security and emigration: Why people flee and the impact on family members left behind in El Salvador, Guatemala and Honduras*. <https://www.wfp.org/publications/2017-food-security-and-emigration>.

⁹ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2018. *Panorama fiscal de América Latina y el Caribe*. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/43405/7/S1800082_es.pdf.

¹⁰ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2019. *Tendencias recientes de la Población de América Latina y el Caribe*. https://www.cepal.org/sites/default/files/static/files/dia_mundial_de_la_poblacion_2019.pdf.

¹¹ On trouvera des informations sur les priorités du plan *K'atun* à l'adresse suivante: <http://pnd.gt/>.

sécurité nutritionnelle, la protection sociale et le renforcement de la résilience¹². L'examen a fait ressortir que des progrès avaient été accomplis sur le plan de l'éducation, de l'emploi et de la transparence mais n'indique pas de progrès vers la réalisation de l'ODD 2. En 2019, le Guatemala a présenté au Forum politique de haut niveau pour le développement durable un résumé volontaire succinct, dans lequel il reconnaît le peu de progrès concernant l'ODD 2 et la nécessité d'accélérer les progrès vers l'égalité et de réduire les écarts, en concentrant les efforts sur les zones rurales, les populations autochtones, les enfants, les femmes et les personnes handicapées¹³.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

9. *Accès à la nourriture.* Le Guatemala s'est doté d'un cadre solide pour la protection du droit à l'alimentation. En 2004, le Gouvernement a promulgué une loi concernant le système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui protège le droit de chacun d'avoir un accès en temps voulu, permanent, physique, économique et social à une nourriture de qualité suffisante. La sécurité alimentaire est loin d'être garantie, néanmoins, car la pauvreté, le manque de moyens d'existence et les obstacles géographiques, culturels ou ceux au sexe et à l'âge limitent l'accès à la nourriture et à des régimes alimentaires nutritifs.
10. Le coût du maïs a triplé depuis 2001, ce qui a de répercussions négatives sur les ménages les plus vulnérables, dont l'alimentation repose sur les tortillas de maïs. En raison de l'augmentation du prix des haricots noirs, la principale source de protéines des populations rurales pauvres, des substituts moins chers comme les pâtes sont utilisés, ce qui réduit considérablement la diversité des apports alimentaires¹⁴. Ce problème est particulièrement grave parmi les communautés rurales et autochtones et, selon certains rapports, 3 pour cent seulement des enfants âgés de 6 à 23 mois dans les villages ruraux satisfont aux normes en matière de diversité du régime alimentaire et de fréquence des repas établies par l'Organisation mondiale de la Santé¹⁵. De plus, les pratiques traditionnelles d'alimentation au sein des ménages sont discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles, ce qui fait que leurs besoins en nutriments ne sont pas satisfaits¹⁶.
11. *Mettre fin à la malnutrition.* Le Guatemala affiche le sixième taux le plus élevé au monde de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, soit 46,7 pour cent et, dans certains départements, ce taux atteint 70 pour cent et il devient même vertigineux dans certaines municipalités, où il atteint 90 pour cent; les taux les plus élevés se rencontrent en général chez les populations rurales et autochtones. Les taux de malnutrition aiguë augmentent fortement pendant la période de soudure allant de mai à août ou après des phénomènes climatiques qui réduisent l'accès à l'alimentation, principalement parmi les populations rurales qui sont tributaires de l'agriculture. Les pratiques de soin des nourrissons et des enfants sont inadéquates; l'insuffisance des apports alimentaires et le mauvais état nutritionnel avant et pendant la grossesse, en particulier chez les mères adolescentes,

¹² Gouvernement guatémaltèque. 2017. *Examen nacional voluntario, 2017 Guatemala*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.segeplan.gob.gt/nportal/index.php/biblioteca-documental/biblioteca-documentos/category/98-ods?download=670:examen-nacional-voluntario-2017-ar>.

¹³ Gouvernement guatémaltèque. 2019. *Revisión Nacional Voluntaria 2019 "El camino hacia el desarrollo sostenible"*. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23066Guatemala_MENSAJES_PRINCIPALES_HLPF_2_limpio.pdf.

¹⁴ Selon une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée en 2019, 35 pour cent des ménages ruraux avaient consommé des denrées appartenant à moins de trois groupes d'aliments au cours de la semaine précédente.

¹⁵ PAM. 2017. Principaux résultats de l'Analyse visant à combler le déficit en nutriments au Guatemala. (Non publié).

¹⁶ Gouvernement guatémaltèque. 2015. *VI Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil (ENSMI) 2014-2015*. <https://onu.org.gt/wp-content/uploads/2017/03/ENSMI-2014-A-2015.pdf>.

freinent la croissance gestationnelle et ont une incidence sur l'apport en nutriments des enfants nourris au sein. La durée médiane de l'allaitement au sein exclusif est de 4,3 mois parmi les populations rurales et autochtones, et les substituts du lait maternel sont inadéquats¹⁷. Environ 34 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois, 15 pour cent des filles et des femmes enceintes, et 32 pour cent des femmes non enceintes souffrent d'anémie¹⁸. Plus de la moitié de la population adulte est en surpoids ou obèse¹⁹, du fait principalement de mauvaises habitudes alimentaires.

12. *Productivité et revenus des petits exploitants*. La part de l'agriculture dans le produit intérieur brut du Guatemala diminue, ce qui témoigne d'une économie en transition. Les petits exploitants, qui comptent pour 82 pour cent des exploitations agricoles, utilisent un sixième seulement des terres arables et produisent principalement des aliments de base pour leur consommation personnelle. Avec en moyenne 0,6 hectare de terre, la plupart des petits exploitants ne peuvent s'appuyer sur l'agriculture comme seule source de revenus et y associent des travaux agricoles à la journée, des activités commerciales et des envois de fonds²⁰. La plupart des petits exploitants sont tributaires des précipitations et n'ont qu'un accès limité aux instruments financiers et aux services de vulgarisation publics ou privés. Les femmes, qui ont un accès limité à la terre (bail ou héritage)²¹, ne gèrent que 15,2 pour cent des petites exploitations et se heurtent à des normes sociales discriminatoires qui limitent la productivité et l'accès aux marchés²².
13. *Systèmes alimentaires durables*. Les disponibilités alimentaires sont tributaires de la production des terres non irriguées et marginales, d'où la grande vulnérabilité face aux chocs climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes comme par exemple les sécheresses, les pluies excessives et les inondations. Lors des consultations menées au niveau local par le PAM, les agriculteurs du couloir de la sécheresse ont indiqué avoir eu six mauvaises campagnes agricoles entre 2006 et 2016. L'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée par le PAM en 2019 a fait ressortir que 2,3 millions de petits exploitants ruraux étaient menacés d'insécurité alimentaire du fait de l'instabilité des conditions météorologiques.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

14. *Renforcement des capacités*. Malgré le cadre juridique global dont il est doté en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et la vision à long terme du plan K'atun, le Gouvernement ne dispose pas de moyens suffisants pour atteindre l'objectif Faim zéro et réduire notablement la malnutrition, compte tenu principalement de la modicité des budgets, de la faiblesse des capacités de mise en œuvre et du manque de synergie entre les dépenses publiques au niveau national et au niveau décentralisé.

¹⁷ PAM. 2017. Analyse visant à combler le déficit en nutriments au Guatemala. (Non publiée).

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ PAM et Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et de Panama, et Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale. 2020. *El Costo de la Doble Carga de la Malnutrición: Impacto Social y Económico: Guatemala*. (À paraître).

²⁰ Associés aux transferts publics, les envois de fonds ont pour effet de majorer de 18 pour cent en moyenne le revenu total des ménages, bien plus que le chiffre correspondant dans les autres pays d'Amérique latine. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2018. *Small family farms country factsheet - Guatemala*. <http://www.fao.org/3/I8357EN/i8357en.pdf>.

²¹ FAO. 2017. *Inicia proceso para mejorar igualdad de género en el área rural*. <http://www.fao.org/guatemala/noticias/detail-events/es/c/1024621/>.

²² FAO. 2018. *Small family farms country factsheet - Guatemala*. <http://www.fao.org/3/I8357EN/i8357en.pdf>.

15. *Cohérence des politiques.* Selon une étude réalisée en 2019 à l'aide de l'instrument de diagnostic de base²³, les programmes de protection sociale au Guatemala sont dispersés et cloisonnés, et le suivi, bien qu'il soit permanent, ne fournit pas de données sur l'impact.
16. *Diversification des sources de financement.* Les investissements publics dans le développement du capital humain sont inférieurs aux normes internationales et aux investissements réalisés dans les autres pays de la région; en tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Guatemala ne peut plus bénéficier de l'aide publique au développement. Pour atteindre les ODD, le pays doit augmenter les investissements, principalement en augmentant les recettes fiscales.
17. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Les programmes nationaux ont une couverture limitée et sont peu efficaces, en raison souvent de la complexité des processus mis en place pour lutter contre la corruption. En conséquence, les partenariats internationaux et les spécialistes indépendantes sont essentiels pour réaliser les objectifs nationaux.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

18. L'examen stratégique national²⁴, le bilan commun de pays de 2019²⁵ et les consultations avec le Gouvernement et les partenaires ont permis de déterminer les principaux obstacles à surmonter pour éliminer la faim:
 - Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes menacent la sécurité alimentaire étant donné le manque d'adaptation au changement climatique et de préparation. Les particuliers et les institutions locales n'ont pas les connaissances ni les ressources nécessaires pour faire face de manière durable aux risques liés au climat. Il faut renforcer la résilience en diversifiant les moyens d'existence, y compris non agricoles, encourager l'adaptation au changement climatique et permettre aux petits exploitants d'accéder aux outils de gestion des risques.
 - La malnutrition limite le potentiel de toute une génération. Le retard de croissance nuit au développement cognitif et physique de la moitié des enfants de moins de 5 ans du pays. Les carences en fer et l'anémie déstabilisent le bien-être général des enfants, et compromettent leur productivité tout au long de leurs vies. Les taux de malnutrition aiguë atteignent des sommets pendant les périodes de sécheresse et de manque d'accès à la nourriture. De plus, les taux de surpoids et d'obésité dus à une mauvaise alimentation augmentent rapidement et représentent une charge pour le système de santé, ce qui limite davantage le développement du capital humain et crée le double fardeau de la malnutrition. Environ 63 pour cent des adultes sont en surpoids ou obèses, et un grand nombre d'entre eux vivent dans les mêmes ménages que des enfants souffrant de malnutrition chronique.
 - La moitié de la population seulement bénéficie de services de santé de base et il existe une disparité importante entre les zones rurales et les zones urbaines en matière de couverture de l'enseignement²⁶ étant donné la rareté des ressources publiques pour la prestation des services de base. D'autres solutions d'un bon rapport coût-efficacité sont nécessaires pour permettre une meilleure utilisation des ressources, la diffusion de

²³ L'Instrument de diagnostic de base est utilisé pour évaluer les éléments du système de protection sociale des pays. On trouvera de plus amples informations sur l'instrument à l'adresse suivante: <https://ispatools.org/core-diagnostic-instrument/>.

²⁴ L'examen stratégique national de 2017 pour le Guatemala est disponible (en espagnol uniquement) à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000019251/download/>.

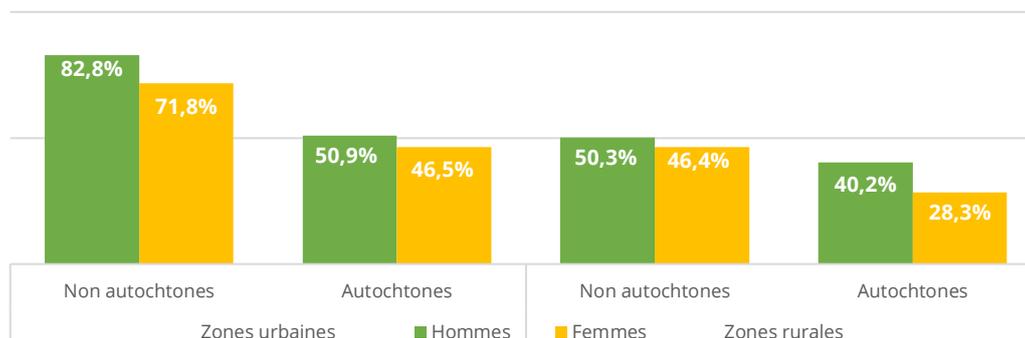
²⁵ *Análisis común de país* (en espagnol uniquement). 2019. <https://guatemala.un.org/es/49288-analisis-comun-de-pais>.

²⁶ Selon les données du Ministère de l'éducation, les taux de couverture des services d'éducation étaient en 2016 de 46,8 pour cent pour les écoles maternelles, de 80,4 pour cent pour les écoles primaires et de 45,9 pour cent pour les écoles secondaires.

l'information concernant le changement des comportements et la promotion de solutions aux niveaux communautaire et local qui répondent aux besoins essentiels.

- Les discriminations et les inégalités entre les sexes sont historiquement et structurellement ancrées dans les normes sociales, politiques et économiques et restreignent les possibilités économiques et sociales pour une grande partie de la population. Cette situation nécessite une connaissance plus approfondie de l'interaction entre les sexes, l'appartenance ethnique et l'insécurité alimentaire et des interventions ciblées qui favorisent l'égalité entre les sexes et les groupes d'âge, et la non-discrimination.

Figure 1: Pourcentage de l'assortiment alimentaire de base que les ménages ont les moyens de se procurer, par sexe, appartenance ethnique et zone



Source: Institut national de statistiques, données de 2017.

- La couverture restreinte et la fragmentation des programmes de protection sociale limitent leur impact. Les programmes bénéficieraient d'une coordination et d'un appui plus importants pour la mise en œuvre moyennant le renforcement des liens entre les institutions et les programmes; de la facilitation d'une approche intégrée qui permet la construction d'un système national inclusif de protection sociale pour répondre aux besoins des femmes et des hommes tout au long de leur vie; et du renforcement de la capacité technique des responsables de la mise en œuvre, y compris les plateformes de gestion des bénéficiaires. Le système de protection sociale exige aussi des liens plus étroits entre la protection sociale et les interventions d'urgence pour apporter un soutien pleinement intégré²⁷.
19. Les effets de la pandémie de COVID-19 au Guatemala ne sont pas encore bien compris. Le PAM participera aux bilans de pays et dirigera les évaluations de l'insécurité alimentaire et de la nutrition qui doivent fournir une image complète de ses effets en 2020 et guider la mise en œuvre du plan stratégique de pays (PSP).

²⁷ PAM. 2018. *Evaluación final del Proyecto "Respuesta al fenómeno de El Niño en el Corredor Seco". El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua, 2016-2018.* https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103578/download/?_ga=2.99906845.2031236653.1593412917-1036016851.1592807455.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

20. Les interventions du PAM qui étaient principalement des opérations directes sont désormais axées sur le renforcement des capacités et l'appui aux politiques, à mesure que la capacité du Gouvernement à faire face aux défis liés à la sécurité alimentaire évolue.
21. En 2007, le PAM a commencé à faciliter l'accès aux marchés des petits exploitants pour augmenter les revenus et améliorer la sécurité alimentaire. En 2014, l'initiative pilote Achats au service du progrès du PAM a été évaluée afin d'en tirer des enseignements et d'en déterminer l'impact²⁸. Ces enseignements ont ensuite été appliqués au programme commun d'émancipation économique des femmes rurales qui est mis en œuvre depuis 2015. Ce programme²⁹ a pour objectif de promouvoir la participation sur un pied d'égalité, l'autonomisation et l'accès aux responsabilités des femmes dans les marchés de production, y compris par des liens avec le programme national d'alimentation scolaire; il doit être évalué en 2020. Sur la base de ces expériences, le PAM continuera de renforcer les capacités afin d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants, femmes et hommes.
22. Le PAM fournit une assistance alimentaire aux écoliers dans les régions les plus pauvres du Guatemala depuis 1986. Au fil des ans, le PAM a renforcé la capacité du Gouvernement à élargir le programme national d'alimentation scolaire et, en 2010, a réussi à transférer les responsabilités de toute sa mise en œuvre à un modèle d'achats centralisés. En 2017, le Guatemala a modifié le système national d'alimentation scolaire et adopté un modèle d'alimentation scolaire issue de la production locale selon lequel les fonds sont transférés aux écoles pour acheter les produits alimentaires auprès des petits exploitants. L'appui du PAM à ce programme a démarré en 2018 et il est pris en compte dans le présent PSP.
23. Depuis 2013, le PAM œuvre dans le couloir de la sécheresse pour renforcer la résilience des communautés et atténuer l'impact des épisodes prolongés de sécheresse, de la surexploitation des ressources forestières et de la dégradation des sols. En utilisant les transferts de type monétaire, l'assistance technique et l'approche participative à trois niveaux³⁰ – et en associant différentes interventions dans des zones géographiques communes – le PAM a été en mesure de générer des changements durables dans les moyens d'existence ruraux. Une évaluation du programme de résilience dans le couloir de la sécheresse³¹ effectuée en 2018 a permis de constater que, en plus des interventions à long terme, l'introduction d'éléments d'inclusion financière dans les programmes pouvait aussi créer de la résilience, en facilitant l'accès des petits exploitants à l'épargne, au crédit et aux assurances et ainsi leur permettre d'accroître et de protéger leurs activités productives et leurs investissements agricoles³².
24. La plupart des ménages autochtones et ruraux ciblés par le PAM n'ont pas un accès suffisant à la terre. Par conséquent, les activités productives encouragées par le PAM devraient donner la priorité aux activités qui ne nécessitent pas de grandes superficies de terre afin

²⁸ PAM. 2015 Rapport succinct de l'évaluation stratégique de la phase pilote de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008-2013). WFP/EB.1/2015/5-C. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000026497/download/>.

²⁹ Groupe des Nations Unies pour le développement. Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women. <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/RWF00>.

³⁰ PAM. 2017. *L'approche à trois niveaux*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023755/download/?_ga=2.59848238.2031236653.1593412917-1036016851.1592807455.

³¹ PAM. 2019 *PRO-ACT: El Niño Response in the Dry Corridor of Central America, 2016–2018*. <https://www.wfp.org/publications/pro-act-el-nino-response-dry-corridor-central-america-2016-2018>.

³² *Ibid.*

de garantir que les agriculteurs les plus vulnérables sont inclus³³. Les activités de résilience menées au titre du PSP comprendront le développement de l'employabilité et des moyens d'existence non agricoles dans les zones rurales, allant au-delà des approches traditionnelles de la production agricole pour répondre aux différents besoins des bénéficiaires compte tenu du sexe, de l'âge et d'autres inégalités socioculturelles. Cette évolution appuiera aussi la réponse du Gouvernement face aux effets de la COVID-19 sur l'ensemble de l'économie.

25. L'action du PAM en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise a démarré après le passage de l'ouragan Mitch en 1998 et appuie les mécanismes d'intervention à différents niveaux. Depuis 2015, le PAM centre son action sur les institutions décentralisées dans l'ensemble du pays. En 2018, les constatations issues de l'examen réalisé avec le Gouvernement des tendances passées, notamment de l'analyse de l'ampleur des situations d'urgence et des enseignements tirés des interventions en période de soudure³⁴ ont servi au Gouvernement pour établir le plan national d'intervention³⁵. Le PSP sera axé sur l'établissement de liens entre ce plan et des systèmes inclusifs de protection sociale et l'assistance pendant les situations d'urgence complexes³⁶.
26. Faisant fond sur la détermination du Gouvernement à réduire la malnutrition, le PAM continuera de promouvoir activement une bonne nutrition. Le PSP comprend notamment une stratégie ambitieuse de communication visant à faire évoluer la société et les comportements avec des approches tenant compte de la problématique hommes-femmes et de la nutrition, qui utilisera différents points d'entrée pour créer les conditions permettant d'assurer une alimentation saine parmi les personnes rurales et vulnérables et appliquera une approche fondée sur le cycle de vie. Les écoles et les centres de développement de la petite enfance serviront de cadre aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et le PAM continuera de contribuer à la production de données factuelles, le but étant de renforcer les interventions et de traiter les problèmes de nutrition³⁷.
27. Le PAM fournit des services au Gouvernement et aux autres partenaires. Le PSP comporte des activités liées à la fourniture d'un ensemble intégré de prestation de services en même temps qu'une assistance technique afin d'améliorer la mise en œuvre des programmes nationaux pour éliminer la faim.

2.2 Alignement avec les plans de développement nationaux, le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

28. Les interventions menées au titre du plan *K'atun* sont structurées autour de cinq axes: Guatemala urbain et rural; bien-être du peuple; richesse pour tous; ressources naturelles pour aujourd'hui et pour demain; et un État qui garantit les droits de l'homme et conduit le développement. Le plan national du Gouvernement – sa politique générale – concorde avec

³³ PAM. 2019. *Evaluación descentralizada. Evaluación final del Proyecto "Respuesta al fenómeno de El Niño en el Corredor Seco". El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua, 2016–2018.* <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103578/download/>.

³⁴ Ces enseignements ont été tirés en 2016 d'un travail de systématisation des interventions prolongées de secours et de redressement effectué avec les entités gouvernementales de contrepartie dans les départements de Jutiapa, de Chiquimula et d'Alta Verapaz.

³⁵ Instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes. 2019. *PNR. Plan Nacional de Respuesta.* <https://conred.gob.gt/site/documentos/planes/Plan-Nacional-de-Respuesta.pdf>.

³⁶ Le bureau de pays sera guidé par le PAM. 2020. *Rapport succinct de l'évaluation stratégique de la capacité d'intervention du PAM dans les situations d'urgence (2011-2018).* <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114345/download/>.

³⁷ Le PAM a joué un rôle déterminant dans la production de données factuelles dans différents domaines. Il a contribué à l'étude *El Costo de la Doble Carga de la Malnutrición: Impacto Social y Económico: Guatemala en 2020* (à paraître) et à l'Analyse visant à combler le déficit en nutriments au Guatemala de 2017 (non publiée).

Le plan *K'atun* repose sur cinq piliers: compétitivité économique, développement social, sécurité, gouvernance et transparence, et élargissement des relations internationales et diplomatiques. Le PSP est centré sur les priorités du développement social et de la compétitivité économique de la politique générale du Gouvernement et englobe les axes du plan *K'atun* relatifs aux activités concernant la nutrition, la problématique hommes-femmes et le développement durable.

29. Reconnaissant que la malnutrition est l'un des plus grands défis auxquels le Guatemala doit faire face, le Gouvernement a lancé en 2020 la campagne nationale en faveur de la nutrition ("*Gran Cruzada Nacional por la Nutrición*"), un plan visant à réduire toutes les formes de malnutrition. La campagne a été mise au point avec l'aide du PAM, d'autres organismes des Nations Unies et organismes de coopération internationale, d'entités du secteur public, d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales (ONG). Son but est d'améliorer et d'accroître l'accès aux réseaux de services de santé et de promouvoir la bonne nutrition, l'accès à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement.
30. Le PAM a participé à l'élaboration du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2020–2024 (ci-après le "plan-cadre de coopération"). Ce plan-cadre de coopération comporte cinq résultats escomptés, qui contribuent aux priorités à long terme du plan *K'atun* et concernent l'accès aux services sociaux de base, notamment la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la protection sociale; la participation; la justice, la paix et la sécurité, y compris la prévention de la violence à l'égard des femmes; l'accès à l'activité économique; et l'environnement, le changement climatique et les chocs naturels. Le PSP contribue à six effets directs du plan-cadre de coopération.

2.2 Collaboration avec les principales parties prenantes

31. La conception du présent PSP repose sur les constatations issues du bilan commun de pays et de l'examen stratégique national. Le PSP a par ailleurs été élaboré en suivant une approche participative dans certains domaines thématiques, qui a complété d'autres processus consultatifs. Le PAM a tiré parti de la période de transition prolongée du Gouvernement nouvellement nommé pour tenir des consultations aux niveaux technique et exécutif, ce qui lui a permis, entre autres aspects, de participer d'un point de vue stratégique à la formulation et à la mise au point de la campagne nationale en faveur de la nutrition. Le PAM a aussi recueilli des commentaires sur le PSP pendant les nombreuses consultations organisées lors de la préparation du plan-cadre de coopération, ce qui lui a permis de consulter la société civile et les groupements de bénéficiaires. Des consultations bilatérales ont également été tenues avec, par exemple, des organismes des Nations Unies, des donateurs et des entités du secteur privé.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

32. Avec ce PSP, le PAM entend aider le Guatemala à traiter les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et à mettre en place des processus durables qui renforcent le capital humain. Le PSP est centré sur la fourniture d'une assistance technique aux programmes publics de protection sociale et de préparation aux situations d'urgence, sur la promotion d'approches porteuses de transformations qui contribuent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, à l'évolution des comportements alimentaires, à l'adaptation au changement climatique et à la mise en œuvre d'une approche globale du renforcement de la résilience dans les communautés les plus vulnérables. Compte tenu de l'exposition du Guatemala aux aléas naturels et de la variabilité et du changement climatiques, le PAM fournira également une assistance directe pour garantir que les personnes les plus vulnérables ont accès à une alimentation nutritive en cas de choc.

33. Les effets directs prévus du PSP représentent les résultats divers et complémentaires de la combinaison de la mise en œuvre directe par le PAM d'interventions essentielles coordonnées avec le Gouvernement et la société civile et du renforcement des capacités institutionnelles pour créer les conditions qui permettront au Guatemala de combler son déficit alimentaire.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise au Guatemala sont en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels pendant et après la crise

34. Le Guatemala est exposé à des risques géologiques et à des phénomènes météorologiques extrêmes qui peuvent avoir des répercussions directes sur la sécurité alimentaire en termes d'accès économique et physique à l'alimentation, lesquelles varient en fonction du sexe, de l'âge et d'autres inégalités structurelles. Les activités menées au titre de cet effet direct visent à appuyer les interventions d'urgence nationales lorsque les capacités du Gouvernement sont dépassées.

Domaine d'action privilégié

35. L'effet direct stratégique 1 est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

36. Cet effet direct stratégique contribue à l'effet direct 3 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable relatif à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et il est en cohérence avec la priorité nationale de développement social, qui englobe la sécurité alimentaire et la nutrition.

Produit escompté

37. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins essentiels, notamment alimentaires et nutritionnels.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance directe à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes aux populations touchées par une crise

38. Le PAM fournira une assistance en temps voulu aux populations touchées par des phénomènes soudains ou à évolution lente afin de sauver des vies humaines, de protéger les moyens d'existence et de faciliter le redressement. L'assistance sera fournie principalement sous forme de transferts de type monétaire non assortis de conditions au profit des ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle³⁸; l'assistance alimentaire en nature pourra être utilisée si les marchés sont perturbés ou si l'accès physique à l'alimentation est limité. Les rations seront calculées pour couvrir les besoins nutritionnels quotidiens de chaque membre du ménage et les autres besoins essentiels recensés. Pour ce qui concerne le ciblage, le PAM sera particulièrement attentif à inclure les ménages comptant des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans, et des aliments nutritifs supplémentaires seront ajoutés à l'assortiment alimentaire afin de prévenir la malnutrition aiguë.

³⁸ Le ciblage prendra en compte la composition exacte des ménages et les besoins différents de leurs membres en fonction du sexe, de l'âge et d'autres facteurs.

39. Les modalités de transferts et les mécanismes d'exécution seront déterminés en tenant compte des aspects pertinents de la nutrition, de la protection, des droits de l'homme, de la culture locale et de l'égalité entre les sexes et les groupes d'âge, en veillant à ce que l'assistance complète les mécanismes nationaux et en tire parti, soit efficace et équitable et réponde aux besoins spécifiques des personnes qui en bénéficient. Les transferts de type monétaire seront complétés par un ensemble de mesures de communication visant à faire évoluer les comportements destinées à améliorer les décisions concernant les achats d'aliments nutritifs des ménages, à accroître la participation des femmes aux décisions et à modifier les pratiques discriminatoires concernant la répartition et la consommation des aliments.

Partenariats

40. Les homologues du PAM pour cette activité sont notamment l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes, le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et le Ministère du développement social pour la mise en œuvre des interventions d'urgence, et le Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale pour la prévention de la malnutrition aiguë. Le PAM assurera la coordination par le biais de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire et du sous-groupe de travail sur l'égalité des sexes et l'action humanitaire. Le PAM est le chef de file des modules nationaux de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence; il est également membre du groupe de travail interorganisations sur l'assistance monétaire.

Hypothèses

41. Cet effet direct est fondé sur l'hypothèse que la capacité d'intervention des institutions nationales est maintenue ou augmente pendant la période d'exécution du PSP. Il suppose aussi que le traitement pour les filles et les garçons souffrant de malnutrition aiguë est disponible et qu'il est fourni par les autorités nationales et les autres partenaires.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

42. La capacité nationale est suffisante pour réagir en cas de phénomènes soudains, et le PAM n'interviendra que si la capacité nationale est dépassée. Le transfert intégral des responsabilités nécessitera de revoir les systèmes en place pour combler les lacunes des dispositifs de protection sociale réactifs face aux chocs, d'améliorer la coordination des opérations menées au titre de l'effet direct stratégique 4 et de renforcer l'efficacité des interventions nationales menées au titre de l'effet direct stratégique 5.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les populations vulnérables des zones ciblées ont accès à des services et à des programmes globaux qui les encouragent à adopter des régimes alimentaires sains

43. Les taux de retard de croissance au Guatemala sont élevés, soit 46,7 pour cent des enfants de moins de 5 ans³⁹, prévalence qui atteint 53 pour cent dans les communautés rurales et 58 pour cent dans les communautés autochtones. Le taux de retard de croissance n'a diminué que de 17 pour cent ces 50 dernières années et n'a probablement pas changé depuis cinq ans vu la couverture et la qualité limitées des services de santé et des programmes de protection sociale nationaux. Le profil nutritionnel du Guatemala évolue rapidement, compte tenu de l'augmentation des taux de surpoids et d'obésité chez les adultes qui ajoute de nouvelles dimensions aux problèmes nutritionnels du pays.

³⁹ Ces taux sont de 47,1 pour cent pour les garçons et de 45,8 pour cent pour les filles. Gouvernement guatémaltèque. 2015. VI Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil (ENSMI) 2014-2015. <https://onu.org.gt/wp-content/uploads/2017/03/ENSMI-2014-A-2015.pdf>.

44. Cette combinaison de problèmes nutritionnels est liée à l'insécurité alimentaire récurrente, à l'accès limité aux services de base et aux mauvaises habitudes alimentaires. La campagne nationale en faveur de la nutrition a pour but de lutter contre ces problèmes grâce à une approche globale destinée à élargir la couverture des services de base, à mettre en œuvre une stratégie de communication sociale pour promouvoir une alimentation saine, à compléter l'accès à la nourriture des populations les plus vulnérables par des interventions agricoles, et à distribuer des suppléments nutritionnels enrichis. La campagne nationale en faveur de la nutrition est coordonnée par le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition et sera mise en œuvre par les ministères chargés de la santé, de l'agriculture, du développement social et de l'éducation dans les 114 municipalités où les taux de retard de croissance sont les plus élevés.
45. Au titre de cet effet direct stratégique et par le biais de la campagne nationale en faveur de la nutrition, le PAM mettra en œuvre une stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements couvrant un large éventail de questions nutritionnelles; elle sera fondée sur une approche du cycle de vie et liée à des interventions axées sur l'égalité des sexes, la protection sociale, la résilience et le changement climatique qui génèrent du capital humain parmi les communautés et les personnes les plus vulnérables. Par ailleurs, le PAM fournira au Gouvernement une assistance technique destinée à promouvoir la prise de décisions fondées sur des données factuelles au sein des institutions gouvernementales chargées de mettre en œuvre la campagne nationale en faveur de la nutrition.

Domaine d'action privilégié

46. L'effet direct stratégique 2 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

47. Cet effet direct stratégique contribue à l'effet direct 3 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable relatif à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et il est en cohérence avec la priorité nationale de développement social, qui comprend la campagne nationale en faveur de la nutrition et d'autres interventions prioritaires en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé.

Produits escomptés

48. Les deux produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les communautés vulnérables bénéficient d'une stratégie de mobilisation sociale destinée à accroître la demande de programmes globaux encourageant l'adoption de régimes alimentaires sains.
 - Les institutions locales et nationales tirent parti de leurs capacités renforcées pour définir, gérer et mettre en œuvre des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle destinés aux populations les plus vulnérables.

Activité essentielle

Activité 2: Renforcer les capacités locales et nationales qui permettent d'améliorer la nutrition des populations vulnérables et de les encourager à adopter des régimes alimentaires sains

49. Le PAM appliquera une stratégie complète de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de faire mieux connaître aux ménages vulnérables les bienfaits d'une alimentation saine et les programmes de protection sociale inclusifs et d'en accroître la demande. La stratégie s'appuiera sur la recherche participative et l'analyse intégrée par sexe et par âge pour en définir la teneur et les voies de communication efficaces. Le PAM lancera un programme axé sur le double fardeau de la malnutrition, qui tiendra compte de tous les problèmes nutritionnels au cours de la période propice non plus

- des 1 000 mais des 8 000 premiers jours de la vie à compter de la conception, et appliquera une approche fondée sur le cycle de vie.
50. Les composantes de la stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements s'adresseront aux niveaux individuel, communautaire et national afin de renforcer les moyens de survie et la capacité de transformation des bénéficiaires et d'accroître la résilience. Aux niveaux individuel et communautaire, le PAM complétera la mise en œuvre de la stratégie par la création de compétences générales et l'accès aux financements par le biais de groupes d'épargne et de prêt. La stratégie visera à transformer les relations inéquitables qui existent entre les femmes et les hommes, à autonomiser les jeunes et à favoriser les débats sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En partenariat avec le Gouvernement, les organisations de la société civile et les ONG, y compris les organisations de défense des droits des femmes et les organisations féministes, le PAM générera des résultats fondés sur des données factuelles pour améliorer les interventions nutritionnelles et de renforcement de la résilience, mettre en évidence les liens existant entre l'inégalité entre les sexes et l'insécurité alimentaire, et transformer les pratiques de répartition de la nourriture au sein des ménages et les autres normes sociales discriminatoires.
 51. La stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements sera étroitement liée aux initiatives nationales, ce qui facilitera la coordination entre les conseillers du PAM au niveau des communautés et les centres de santé. Les conseillers communautaires recevront une formation qui leur permettra de déterminer quand des soins médicaux sont nécessaires et d'aiguiller les patients vers les centres de santé pour des consultations prénatales, la surveillance de la croissance des enfants et autres interventions préventives. En complément de la mise en œuvre directe de cette stratégie, le PAM aidera le Gouvernement à déployer des interventions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à grande échelle et à améliorer ses outils de surveillance nutritionnelle à l'aide d'innovations technologiques qui permettent de repérer les cas de malnutrition et de surveiller la fréquentation dans les centres de santé. Le PAM collaborera aussi avec différentes institutions pour encourager la prise en compte de la nutrition dans des programmes de protection sociale inclusifs qui suivent une approche fondée sur l'égalité des sexes et le cycle de la vie, avec des interventions au cours des 1 000 premiers jours suivant la conception, pour les filles et les garçons d'âge scolaire, les adolescentes et les adolescents, et pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, l'objectif étant d'assurer l'accès à des aliments nutritifs et l'adoption d'habitudes saines tout au long de la vie et de lutter contre toutes les formes de malnutrition.
 52. Au titre de cette activité, le PAM renforcera les programmes de lutte contre le VIH/sida du Gouvernement; à cet effet il encouragera l'adoption de normes pour les soins nutritionnels des personnes vivant avec le VIH/sida, renforcera les stratégies du Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale visant à augmenter l'adhésion aux services de traitement antirétroviral, facilitera la création de groupes d'entraide et, par le biais des ONG, appuiera les activités économiques destinées aux personnes vivant avec le VIH/sida. Le PAM continuera aussi d'appuyer la production de données factuelles sur les liens entre le VIH/sida et l'état nutritionnel.

Partenariats

53. Dans le cadre de la campagne nationale en faveur de la nutrition, le PAM travaillera en coordination avec le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition et les ministères chargés de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et du développement social. Il collaborera avec les organisations de la société civile et les ONG locales à la mise en œuvre de sa stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements au niveau des communautés et de ses activités liées au VIH/sida.

Hypothèses

54. Pour cet effet direct stratégique, il est supposé que la campagne nationale en faveur de la nutrition restera une intervention phare du Gouvernement, qui assurera la coordination entre les ministères et fournira les financements adéquats. Il est supposé aussi qu'aucun événement majeur ne viendra compromettre les progrès accomplis dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et que les effets directs stratégiques 3, 4 et 5, qui sont directement liés à l'effet direct stratégique 2, auront été obtenus.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

55. Le PAM se concentrera sur le renforcement des capacités qui permettent d'augmenter la demande nationale pour une alimentation saine et des services de base. Le PSP constitue une première étape dans cette action, puisque le PAM ne mettra plus en œuvre l'intervention complémentaire d'alimentation de la campagne nationale en faveur de la nutrition mais assurera, au lieu de cela, des services d'achats au titre de l'effet direct stratégique 5. Quoiqu'il en soit, le retrait complet sera un long processus. Dans les zones où il a progressivement mis fin à ses propres activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et où les réseaux communautaires sont toujours actifs, le PAM procédera à des évaluations pour déterminer les principaux facteurs de réussite susceptibles d'être reproduits dans les zones couvertes par la campagne nationale en faveur de la nutrition.

Effet direct stratégique 3: Les populations rurales vulnérables et les institutions locales participent durant toute l'année à des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition et de la problématique hommes-femmes qui sont durables et résilients face au changement climatique

56. Cet effet direct stratégique s'attaque aux faiblesses des systèmes alimentaires nationaux en menant des interventions aux niveaux local et national. Le PAM s'emploiera à briser le cercle vicieux des stratégies de survie préjudiciables qui limitent la productivité des moyens d'existence et les investissements y afférents et exposent les ménages vulnérables aux effets des chocs climatiques ou autres. Les interventions menées au titre de cet effet direct stratégique s'attaqueront de manière globale au manque de capacités et de possibilités des exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance ou qui vivent au-dessous du seuil de subsistance et des ménages sans terre pour accroître leur résilience. Le PAM collaborera aussi avec les autorités locales et les institutions nationales afin de renforcer les politiques et les pratiques qui appuient les systèmes alimentaires durables, comme par exemple l'élaboration de plans territoriaux et la mise en application de la loi ayant trait à l'alimentation scolaire.
57. Les femmes, y compris les agricultrices, seront associées aux interventions et en profiteront de manière équitable compte tenu de leurs besoins et capacités spécifiques. Ces interventions comprendront des composantes à forte dimension nutritionnelle grâce à la promotion de produits nutritifs dans les menus scolaires, de protocoles d'hygiène et d'habitudes saines en lien avec l'augmentation des revenus. Le PAM favorisera aussi l'utilisation des connaissances traditionnelles et autochtones et l'adoption d'habitudes positives parmi toutes les parties prenantes, le but étant d'encourager les approches transformatrices qui améliorent les relations entre les sexes et entre les différents groupes d'âge, réduisent les inégalités et renforcent l'accès à l'information et à la prise de décisions.
58. Le PAM collaborera avec les autorités locales et nationales afin d'assurer que les interventions sont en cohérence avec les plans territoriaux et de sécurité alimentaire et que les budgets publics locaux sont utilisés pour créer des synergies avec les investissements privés et les transferts des autorités nationales. Le PAM favorisera et appuiera les structures locales de coordination comme par exemple les tables rondes sur l'éducation et les conditions agro-climatiques, qui réunissent différents ministères afin de garantir que les

questions concernant la santé, la nutrition, l'éducation, la protection sociale, l'agriculture et la préparation sont intégrées dans toutes les interventions menées au titre de cet effet direct stratégique. Il sera ainsi possible d'assurer la durabilité des interventions du PAM et de promouvoir un accès équitable aux services de base au sein des communautés, et de contribuer au développement du capital humain.

Domaine d'action privilégié

59. L'effet direct stratégique 3 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

60. Cet effet direct stratégique contribue au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier à l'effet direct 3 sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à l'effet direct 10 sur l'accès aux services économiques, aux ressources productives et à l'emploi; il est en harmonie avec les priorités nationales fixées en matière de développement social, qui comprennent la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé et l'éducation, et l'économie, la compétitivité et la prospérité, cette dernière englobant la diversification des moyens d'existence et la hausse des revenus et de la productivité.

Produits escomptés

61. Les neuf produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les écoliers et les petits exploitants agricoles bénéficient du renforcement de la gestion du programme national d'alimentation scolaire et de l'amélioration des capacités d'accès de la communauté de l'éducation à une alimentation et à des habitudes saines.
- Les écoliers bénéficient de l'alimentation scolaire issue de la production locale en ayant accès à une alimentation saine.
- Les parents des écoliers bénéficient de la stratégie de mobilisation sociale destinée à prévenir toutes les formes de malnutrition et de discrimination fondée sur le sexe.
- Les populations prioritaires, tirant parti des activités de formation et de création d'actifs, diversifient et adaptent leurs moyens d'existence et accèdent à de nouvelles possibilités d'emploi.
- Les institutions locales, tirant parti du renforcement des capacités, améliorent la gouvernance, la conception et la mise en œuvre de plans détaillés et inclusifs de renforcement de la résilience.
- Les populations prioritaires et les institutions, tirant parti des activités de formation et de création d'actifs, accèdent à des services, des outils et des pratiques résilients face au climat.
- Les populations prioritaires et les institutions tirent parti d'une stratégie de mobilisation sociale qui encourage les pratiques porteuses de transformation en matière de résilience face au climat, d'égalité des sexes et d'inclusion.
- Les petits exploitants et les micro-entrepreneurs tirent parti de la formation relative au renforcement organisationnel pour améliorer leur accès aux marchés.
- Les petits exploitants et les micro-entrepreneurs tirent parti des services financiers pour mettre en place une gestion intégrée des risques.

Activités essentielles*Activité 3: Renforcer les capacités des institutions chargées de l'alimentation scolaire, des communautés scolaires et des petits exploitants*

62. Le programme national d'alimentation scolaire est le plus important filet de protection sociale du Guatemala, et assure à la plupart des enfants dans les zones rurales et autochtones leur principal repas quotidien. La loi relative à l'alimentation scolaire de 2017 garantit un budget de 0,5 dollar par jour et par élève et couvre approximativement 30 000 écoles avec au total 3 millions d'élèves. Les fonds reçus par les écoles sont gérés par des associations de parents d'élèves, et la loi relative à l'alimentation scolaire exige que 50 pour cent des produits proviennent de l'agriculture familiale. L'alimentation scolaire offre donc la possibilité de couvrir les besoins essentiels des enfants vulnérables, de promouvoir des habitudes saines et d'injecter des fonds dans l'économie locale.
63. La mise en application de la loi sur l'alimentation scolaire se heurte à des difficultés. Les associations de parents d'élèves ont besoin de capacités organisationnelles pour garantir que les critères nutritionnels définis par le Ministère de l'éducation sont respectés dans le cadre du budget. Les parents sont chargés de la préparation des repas, mais les installations de cuisine sont souvent déficientes parce que les transferts du Ministère de l'éducation ne couvrent pas les ustensiles de cuisine et les mères se chargent de l'essentiel de la cuisine, ce qui s'ajoute à la charge de travail non rémunéré des femmes et les expose à des conditions de travail sous-optimales. Seuls les agriculteurs légalement enregistrés peuvent fournir des produits aux écoles, ce qui constitue un obstacle à l'inclusion des petits exploitants, en particulier les femmes.
64. Le PAM assurera des activités de formation aux associations de parents d'élèves et aux petits exploitants afin de renforcer leur capacité à respecter la loi sur l'alimentation scolaire. Les associations de parents d'élèves et le personnel des écoles recevront une formation sur les obligations qui leur incombent en vertu de la loi et sur les bonnes pratiques en matière d'achat, de conservation et de manutention des produits alimentaires. Un nombre égal de femmes et d'hommes seront ciblés parmi les petits exploitants pour les activités de formation sur la gestion d'entreprise et la production vivrière afin d'augmenter leurs excédents agricoles commercialisables; ils recevront aussi l'assistance des partenaires pour ce qui concerne l'enregistrement légal pour leur permettre d'accéder au marché de l'alimentation scolaire. Le PAM fournira des instruments de cuisine à des écoles sélectionnées dans les régions les plus vulnérables.
65. Le PAM mettra au point des outils numériques pour diffuser des informations sur les dispositions de la loi relative à l'alimentation scolaire et connecter les écoles aux agriculteurs. La problématique hommes-femmes, l'âge et les autres inégalités structurelles seront pris en compte dans les outils numériques, les activités de formation et de sensibilisation. Le PAM utilisera les écoles comme point de départ pour développer des ressources qui perdureront après le programme, comme par exemple les systèmes de certification qui augmentent l'employabilité et les jardins potagers scolaires pour la production vivrière et la diversification des moyens d'existence, avec la participation équitable des femmes et des hommes. La coordination avec les tables rondes locales sur l'éducation permettra d'intégrer l'alimentation scolaire dans le programme général de santé et de nutrition et de positionner le PAM en tant que partenaire de choix pour mettre en œuvre un ensemble d'interventions de santé destinées aux écoles et visant à atténuer les effets des crises et à soutenir la capacité de transformation des communautés pour renforcer la résilience.
66. Le PAM complètera sa propre mise en œuvre directe par la fourniture d'un appui au Ministère de l'éducation pour améliorer le modèle d'alimentation scolaire. Cet appui comportera une assistance technique pour garantir que les menus d'alimentation scolaire

sont réalisables, respectueux des différences culturelles et nutritifs, ainsi que des modèles de cuisine scolaire normalisés qui améliorent les environnements dans lesquels les parents, principalement les mères, contribuent au programme. Le PAM aidera le Gouvernement à produire des données factuelles et à documenter les meilleures pratiques pour qu'il puisse remanier la loi sur l'alimentation scolaire, et à mener des travaux de recherche pour qu'il soit à même de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes novateurs, équitables et inclusifs. Le PAM encouragera aussi le suivi communautaire tenant compte de la problématique hommes-femmes pour ce qui concerne le programme.

67. En raison de sa couverture, le programme national d'alimentation scolaire est aussi un mécanisme d'intervention d'urgence important, comme il l'a montré pendant la pandémie de COVID-19. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation pour renforcer l'intégration de l'alimentation scolaire dans un système de protection sociale réactif face aux chocs et incorporer la préparation aux situations d'urgence dans le programme d'alimentation scolaire.
68. En 2019, le Gouvernement a lancé des centres communautaires de développement de la petite enfance, qui sont gérés au niveau local et constituent un point d'entrée pour traiter les problèmes nutritionnels et promouvoir de bonnes habitudes alimentaires. Le PAM appuiera l'expansion de ces centres conformément aux stratégies des ministères de l'éducation et du développement social et les utilisera comme plateformes pour les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui encouragent les pratiques positives de développement de la petite enfance, l'égalité entre les sexes dans les soins aux enfants et autres effets directs.

Activité 4: Dispenser des formations et fournir du matériel, des transferts de type monétaire et une assistance technique aux petits exploitants vulnérables, aux communautés, aux coopératives et aux institutions locales

69. Cette activité aidera les personnes, les ménages et les organisations à renforcer la résilience face à l'insécurité alimentaire et aux chocs climatiques; elle suivra une approche intégrée fondée sur des actions à dimension nutritionnelle, respectueuses de l'égalité des sexes et propres à faire évoluer les relations entre les sexes, et résilientes face au climat, qui sont adaptées aux besoins et aux conditions spécifiques des communautés ciblées, et elle reliera les interventions qui répondent aux besoins immédiats aux initiatives durables de renforcement de la résilience. L'activité renforcera les capacités de survie, d'adaptation et de transformation des bénéficiaires ciblés.
70. Les ménages vulnérables seront ciblés de manière à garantir la participation et la prise de décisions des femmes et des hommes sur un pied d'égalité et recevront des transferts de type monétaire assortis de conditions en échange de la création d'actifs approuvés pour la conservation de l'environnement et de la contribution à d'autres investissements productifs. Le PAM utilisera une approche de planification participative fondée sur les communautés⁴⁰ et l'analyse intégrée du contexte. Les actifs contribueront à la gestion durable des ressources naturelles, aux pratiques respectueuses de l'environnement et à la conservation et à la restauration de la biodiversité naturelle, en particulier les sols, les forêts et les bassins versants, afin de protéger les communautés vulnérables des effets de la dégradation de l'écosystème. Les actifs bénéficieront aux différents membres des communautés, qui pourront y accéder sur un pied d'égalité et jouer un rôle équitable dans leur gestion.
71. Les petits exploitants, femmes et hommes, seront aidés de manière équitable s'agissant d'adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat qui permettent de s'adapter à

⁴⁰ PAM. (2017). *L'approche à trois niveaux*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023755/download/?_ga=2.92873565.1181663690.1593615825-1582855252.1593615825.

la variabilité et au changement du climat. Le PAM apportera une assistance technique aux petits exploitants pour la réalisation d'investissements durables et la vente d'excédents aux marchés locaux, en particulier le programme d'alimentation scolaire en coordination avec l'activité 3, en s'attaquant aux obstacles supplémentaires auxquels se heurtent les agricultrices. L'assistance comprendra notamment une méthodologie pour les services climatiques sur le "dernier kilomètre" permettant de produire des informations pertinentes sur le climat et d'aider les agriculteurs à adapter leurs pratiques aux prévisions climatiques saisonnières. Les pratiques d'adaptation, en particulier le reboisement et les systèmes d'agroforesterie, seront encouragées à différents niveaux. Une large place sera faite à l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur.

72. Les participants recevront du matériel et une assistance technique qui leur permettront de créer, d'améliorer et de gérer des micro-entreprises agricoles et non agricoles. Les micro-entrepreneurs seront aidés à vendre sur les marchés locaux, notamment par des activités de formation sur la planification des investissements, la gestion administrative et financière et le renforcement organisationnel. Les petits producteurs et les micro-entrepreneurs recevront une formation financière et des subventions totales ou partielles qui facilitent l'accès à des services financiers taillés sur mesure et adaptés au contexte, notamment micro-assurance paramétrique, épargne et crédit. Les femmes et les hommes sans accès à la terre bénéficieront d'une formation professionnelle qui facilite l'accès à des possibilités d'emploi digne. Les migrants de retour seront ciblés pour ces activités afin de faciliter leur réintégration. Parallèlement, le PAM offrira aux employeurs locaux potentiels du matériel et une assistance technique qui leur permettra de fournir des possibilités d'emploi décent et équitable aux femmes et aux hommes en milieu rural.
73. Les populations rurales et les institutions recevront une formation et une assistance technique liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à la gestion territoriale et à la réduction des catastrophes. En collaborant avec les organes de gouvernance, comme par exemple les tables rondes sur les questions agroclimatiques, les conseils de développement local et les bureaux locaux pour l'égalité des sexes, le PAM aidera les communautés, les autorités et les institutions locales à élaborer, à mettre en œuvre et à suivre des plans d'adaptation, de développement et d'investissement visant à renforcer la résilience sociale et institutionnelle. Les femmes et les hommes seront associés sur un pied d'égalité aux instances de prise de décisions, de participation communautaire et de gouvernance locale afin de garantir une approche globale de la résilience des communautés.

Partenariats

74. En partenariat avec les instances gouvernantes nationales et locales, le PAM travaillera en coordination avec le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition et avec les ministères chargés de l'éducation, de l'économie, du travail, de l'agriculture et de la santé. Afin d'assurer la durabilité, la priorité sera accordée aux partenariats avec les organisations de la société civile, les ONG locales, les entités du secteur privé et les établissements universitaires. Le PAM s'efforcera de travailler avec les associations de défense des droits des femmes et les autorités autochtones afin d'améliorer la durabilité des interventions.

Hypothèses

75. Cet effet direct stratégique repose sur l'hypothèse qu'aucun événement majeur ne viendra perturber les systèmes alimentaires sur une échelle telle que toutes les régions se retrouvent en situation de crise et que les activités de renforcement de la résilience sont retardées du fait des interventions à mener face à la crise. Il est supposé également que les priorités nationales ne changeront pas pendant la période couverte par le PSP et que les budgets alloués au programme d'alimentation scolaire et aux autres initiatives sont mis en œuvre.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

76. Le dialogue avec les autorités locales et l'utilisation d'approches transformatrices au niveau des communautés assureront la durabilité des changements générés par l'intervention, y compris les progrès réalisés vers l'égalité entre les sexes. Le PAM a prévu une approche progressive dans les territoires afin de garantir que les responsabilités des interventions sont transférées de manière appropriée au niveau des communautés. Le PAM soutiendra l'action menée par le Ministère de l'éducation pour améliorer les cadres juridiques, notamment à l'aide de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, et renforcera la capacité de toutes les parties prenantes du programme d'alimentation scolaire, bien qu'il ne soit pas prévu de transférer l'ensemble des responsabilités pendant la période d'exécution du PSP.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les institutions nationales ont des capacités renforcées et améliorent leur coordination pour gérer un système de protection sociale intégré

77. L'existence de liens prometteurs entre la protection sociale inclusive, la gestion des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique, la résilience et l'action humanitaire sont généralement reconnus s'agissant de faire face aux chocs. Faisant suite à des débats internationaux, le PAM a mené une évaluation stratégique visant à produire des données factuelles et à guider les pratiques dans le but d'améliorer les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes⁴¹ et de les relier à des systèmes nationaux de protection sociale plus souples. Cet effet direct stratégique repose sur les recommandations issues de l'évaluation et tient compte de la situation qui prévaut actuellement au Guatemala comme par exemple la solide capacité des pouvoirs publics en matière de formulation de politiques, la décentralisation de l'administration, et les priorités nationales.

Domaine d'action privilégié

78. L'effet direct stratégique 4 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

79. Cet effet direct stratégique contribue au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier l'effet direct 4, sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de protection sociale intégré, et l'effet direct 11 sur la gouvernance de la gestion des risques climatiques; il est également en harmonie avec la priorité nationale que constitue le développement social, dans lequel est comprise la protection sociale.

Produits escomptés

80. Les deux produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités institutionnelles de gestion d'un système national de protection sociale intégré et réactif face aux chocs.
 - Les populations vulnérables bénéficient du renforcement et de la coordination des processus de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise pour prévenir et réduire l'impact des chocs sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition.

⁴¹ PAM. 2020. *Rapport succinct de l'évaluation stratégique de la capacité d'intervention du PAM dans les situations d'urgence (2011-2018)*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114345/download/>.

Activités essentielles

Activité 5: Fournir aux institutions de protection sociale une assistance technique au niveau des politiques et à celui des opérations

81. Selon une étude menée à l'aide de l'instrument de diagnostic de base, le système de protection sociale au Guatemala se caractérise par sa dispersion entre les ministères chargés du développement social, du travail, de l'agriculture et de l'éducation et n'est pas conçu pour faire face à des situations d'urgence ou à une détérioration soudaine des moyens d'existence parce que ses programmes de lutte contre la pauvreté ne sont pas mis en œuvre de manière coordonnée et ne suivent pas une approche fondée sur le cycle de vie et sur l'égalité entre les sexes. Les capacités institutionnelles et techniques des programmes de protection sociale au Guatemala doivent donc être renforcées pour répondre aux besoins des personnes et des communautés les plus vulnérables, en particulier dans les zones rurales, et constituer un système de protection sociale intégré, inclusif, tenant compte de la problématique hommes-femmes et de la nutrition.
82. L'activité 5 contribuera à la consolidation d'un système de protection sociale intégré, inclusif et réactif face aux chocs et complètera les activités de renforcement des capacités menées aux niveaux individuel et institutionnel au titre des effets directs stratégiques 2 et 3. Le PAM aidera le Ministère du développement social à mettre au point une stratégie de protection sociale réactive face aux chocs comportant notamment un cadre juridique, des structures institutionnelles fonctionnelles et des mécanismes opérationnels efficaces qui permettent au Gouvernement d'apporter une meilleure réponse aux besoins des populations vulnérables. Le PAM fournira une assistance technique qui doit permettre d'améliorer le ciblage des bénéficiaires, les systèmes de gestion de l'information et les évaluations après la catastrophe, de renforcer et faciliter la prestation de services liés à la chaîne d'approvisionnement et de protocoles institutionnels et d'améliorer l'évaluation et le suivi dans les institutions intervenant dans la protection sociale. Ce soutien comprendra la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que la coordination avec les autres institutions intervenant dans la préparation aux situations d'urgence et la protection sociale, comme l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes et le Ministère de l'éducation, et sera étroitement lié aux activités menées au titre des effets directs stratégiques 3 et 5.

Activité 6: Fournir une assistance technique aux institutions nationales et infranationales du système de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise

83. Cette activité complètera l'activité 5 en appuyant les objectifs du plan national d'intervention de l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes grâce à l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence afin de prévoir les catastrophes, d'y faire face et de s'en relever. Le PAM aidera l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes à mettre à jour les protocoles nationaux, à créer des liens avec le système de protection sociale, à appuyer la décentralisation en cours du système de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et à recenser les différents besoins des personnes touchées par type d'évènement et secteur afin de garantir que les interventions sont efficaces, équitables et efficaces.
84. Le soutien au système de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise comprendra la coordination interinstitutions, le rapprochement des acteurs de la protection civile et sociale et de l'action humanitaire et la prise en compte des problèmes d'inclusion et de diversité; le renforcement de la capacité de la chaîne publique d'approvisionnement pour ce qui concerne les vivres et les articles non alimentaires; et le développement de systèmes d'alerte rapide qui définissent les prévisions, les risques et les niveaux d'impact et utilisent des exercices d'évacuation et de simulation. Ces activités permettront de renforcer les protocoles et les plans de préparation.

85. Le PAM appuiera les efforts déployés par le Gouvernement pour évaluer la sécurité alimentaire pendant les situations d'urgence et transférera les méthodologies d'évaluation en utilisant une approche d'apprentissage par la pratique. En collaboration avec les institutions nationales pertinentes, le PAM évaluera s'il est possible d'intégrer des mécanismes de financement fondés sur les prévisions dans le système de protection sociale. Cela permettrait d'intervenir rapidement et d'allouer des ressources en temps utile en fonction des prévisions, et ainsi d'atténuer l'impact des chocs. Le PAM fournira une assistance technique pour la conception de déclencheurs d'interventions fondés sur le climat, l'élaboration de modes opératoires participatifs et inclusifs, la coordination interinstitutions, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire avec les pays qui ont l'expérience du financement fondé sur les prévisions.

Partenariats

86. Le PAM mettra en œuvre cet effet direct stratégique en coordination avec l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes, l'Institut national de sismologie, de volcanologie, de météorologie et d'hydrologie, les ministères chargés du développement social, de l'agriculture et de l'éducation, les autres acteurs de la protection sociale, les autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec l'équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, le sous-groupe de travail sur l'égalité des sexes et l'action humanitaire, le groupe de travail interorganisations chargé des espèces et l'équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire et ses membres, comme par exemple, les ONG, les organisations de la société civile et les administrations locales. Le PAM travaillera en partenariat avec les organisations de recherche et les établissements universitaires sur les activités liées au changement climatique et au financement fondé sur les prévisions.

Hypothèses

87. L'effet direct stratégique 4 repose sur l'hypothèse qu'aucun événement majeur ne viendra perturber les programmes de protection sociale, que la coordination entre les acteurs de la protection sociale est efficace aux plans technique et politique et que les dotations budgétaires gouvernementales en faveur des programmes de protection sociale demeurent stables ou augmentent.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

88. Pendant la période couverte par le PSP, les bases d'un système de protection sociale intégré et réactif face aux chocs seront établies, mais le soutien technique devrait se poursuivre au-delà de la période d'exécution du PSP. La capacité nationale de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise est déjà mise en place, et le PAM centrera son action sur le renforcement des capacités des administrations locales et d'autres acteurs pendant toute la période couverte par le PSP.

Effet direct stratégique 5: Les partenaires nationaux ont accès à des services efficaces et à une assistance technique tout au long de l'année

89. Dans le cadre de cet effet direct stratégique, le PAM s'efforce de tirer parti de ses atouts dans le domaine de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des bénéficiaires pour fournir des services destinés à améliorer les programmes publics nationaux. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique compléteront l'assistance technique fournie au titre des effets directs stratégiques 2 et 4.

Domaine d'action privilégié

90. L'effet direct stratégique 5 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

91. Cet effet direct stratégique contribue à l'effet direct 6 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable sur la gestion efficace et transparente des ressources des institutions nationales; il est conforme à la priorité nationale pour un État responsable, transparent et efficace, qui englobe la transparence, l'obligation redditionnelle et l'efficacité des programmes.

Produits escomptés

92. Les trois produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations ciblées bénéficient de l'efficacité et de la transparence accrues des programmes nationaux résultant des services d'achat de produits alimentaires fournis aux institutions nationales.
 - Les populations ciblées bénéficient de l'efficacité et de la transparence accrues des programmes nationaux résultant des services et de l'assistance technique fournis aux institutions nationales.
 - Les mécanismes nationaux de coordination reçoivent une assistance technique destinée à assurer la cohérence et la transparence des programmes nationaux.

Activités essentielles

Activité 7: Fournir des services d'achat de produits alimentaires aux institutions nationales et aux autres partenaires

93. Le PAM assurera des services d'achat de produits alimentaires qui aident les programmes publics à exécuter le budget national. Cette activité s'appuiera sur des processus d'achat compétitifs et des dispositifs ponctuels pour assurer l'utilisation efficace et économique des ressources nationales, la priorité étant accordée aux marchés locaux pour favoriser l'économie nationale. Dans la mesure du possible, le PAM facilitera les achats auprès des petits exploitants.

Activité 8: Fournir des services et une assistance technique aux institutions nationales et aux autres partenaires

94. Le PAM fournira des services comme par exemple l'achat d'articles non alimentaires pour les programmes de nutrition, d'alimentation scolaire et de résilience. Le PAM fournira également d'autres services logistiques et des services de gestion des bénéficiaires afin d'assurer l'intégration des programmes relevant de l'effet direct stratégique 4. Cet appui sera fonction du contexte et adapté aux demandes des institutions publiques et visera à répondre équitablement aux besoins des bénéficiaires gouvernementaux.

Partenariats

95. Le PAM fournira des services à la demande principalement aux institutions publiques et aux autres partenaires comme par exemple les autres organismes des Nations Unies.

Hypothèses

96. L'effet direct stratégique 5 repose sur l'hypothèse qu'aucun événement majeur ne viendra perturber la capacité de la chaîne d'approvisionnement du PAM et que sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) ne se heurtera pas à des obstacles juridiques majeurs créés par le Gouvernement.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

97. Par cette activité, le PAM renforcera la capacité du Gouvernement moyennant l'établissement d'une stratégie commune de services spécifiques comme par exemple, la gestion des bénéficiaires, en coordination avec les activités relevant de l'effet direct stratégique 4.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

98. Le PAM se concentrera sur les communautés les plus vulnérables, essentiellement les populations rurales et autochtones où les taux de retard de croissance, de pauvreté et d'inégalités entre les sexes ainsi que les risques de chocs climatiques sont élevés. Les interventions du PAM ciblent souvent principalement les populations autochtones, qui représentent près de la moitié de la population nationale et sont concentrées dans les zones rurales. Le cas échéant, et compte tenu de l'impact de la COVID-19, le PAM effectuera des évaluations spécifiques pour déterminer si les personnes vivant dans les zones urbaines doivent être ciblées. Pour les activités de renforcement de la résilience, le PAM, en collaboration avec des partenaires, ciblera des groupes spécifiques, comme les jeunes en conflit avec la loi et les femmes qui ont survécu à des actes de violence. Les interventions que le PAM met en œuvre directement seront respectueuses des différences culturelles et répondront de manière équitable aux besoins essentiels de tous les membres des ménages, y compris les personnes handicapées.
99. Le PAM prendra en compte le ciblage géographique de la campagne en faveur de la nutrition. La plupart de ses activités seront mises en œuvre dans tout le pays, en fonction des ressources disponibles et de l'évaluation des besoins (par exemple, pendant une intervention d'urgence). Le PAM se coordonnera aux autres acteurs présents dans les zones géographiques de ses interventions afin d'éviter les chevauchements et de créer des synergies qui permettent de renforcer l'impact. Les bénéficiaires recevant une assistance en nature ou des transferts de type monétaire seront gérés à travers la plateforme SCOPE.
100. Le PSP assure la continuité entre l'intervention d'urgence et le renforcement de la résilience complétée par des interventions axées sur la nutrition. Les chevauchements de bénéficiaires sont possibles entre les effets directs stratégiques 1 et 3 lorsque des personnes reçoivent une assistance alimentaire d'urgence et passent ensuite à des activités de renforcement de la résilience dans des zones comme le couloir de la sécheresse, et entre les effets directs stratégiques 2 et 3 si les interventions nutritionnelles coïncident avec des activités de renforcement de la résilience, en particulier dans les zones vulnérables du couloir de la sécheresse et des régions du nord-ouest. Au titre de l'effet direct stratégique 3, les bénéficiaires passeront par différentes mesures d'assistance tout au long de la mise en œuvre du PSP.
101. Le PAM contribuera au renforcement des programmes nationaux et d'autres initiatives à couverture nationale. Les effets directs stratégiques 2, 3 et 4 auront des bénéficiaires indirects qui tireront profit des informations encourageant les habitudes saines et les mesures visant à transformer les relations entre les sexes, de l'amélioration de la planification au niveau local et des programmes de protection sociale intégrés au niveau national mis en œuvre avec l'appui du PAM.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PRODUIT ET ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
1 (résultat stratégique 1)	1.1	1	Filles	53 650	53 650	53 650	53 650	214 600
			Garçons	51 800	51 800	51 800	51 800	207 200
			Femmes	41 625	41 625	41 625	41 625	166 500
			Hommes	37 925	37 925	37 925	37 925	151 700
			Total	185 000	185 000	185 000	185 000	740 000
2 (résultat stratégique 2)	2.1 et 2.2	2	Filles	9 000	8 000	8 000	8 000	33 000
			Garçons	7 000	7 000	7 000	7 000	28 000
			Femmes	1 500	1 500	1 600	1 600	6 200
			Hommes	700	600	700	800	2 800
			Total	18 200	17 100	17 300	17 400	70 000
3 (résultat stratégique 4)	3.1, 3.2 et 3.3	3	Filles	2 500	2 500	3 000	3 000	11 000
			Garçons	3 000	3 000	3 500	3 500	13 000
			Femmes	800	800	800	800	3 200
			Hommes	650	650	650	650	2 600
			Total	6 950	6 950	7 950	7 950	29 800
	4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.5 et 4.6	4	Filles	16 280	22 385	35 613	35 613	109 891
			Garçons	10 120	13 915	22 137	22 137	68 309
			Femmes	10 566	12 100	19 250	19 250	61 166
			Hommes	10 368	12 100	19 250	19 250	60 968
			Total	47 334	60 500	96 250	96 250	300 334
4 (résultat stratégique 5)	6.1	6	Filles	679	552	636	515	2 382
			Garçons	629	512	589	477	2 207
			Femmes	629	512	589	476	2 206
			Hommes	579	470	542	438	2 029
			Total	2 516	2 046	2 356	1 906	8 824
Total (hors chevauchement)				260 000	224 262	248 356	212 256	948 208

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

102. La principale modalité de transfert sera le renforcement des capacités, suivie par les transferts de type monétaire, qui seront utilisés au titre des effets directs stratégiques 1 et 3 et seront appropriés et d'un bon rapport coût-efficacité tant que l'économie et les prix sont stables et que les produits alimentaires sont disponibles. Le PAM effectuera des évaluations, suivra l'évolution des prix et déterminera si la taille des rations est pertinente et appropriée. Les transferts de type monétaire fournis par l'intermédiaire d'un prestataire de services financiers seront contrôlés afin de garantir qu'ils répondent de manière adéquate et

équitable aux besoins des femmes et des hommes, y compris les personnes âgées, les mineurs qui ont besoin d'aide et les personnes handicapées. Le PAM évaluera les besoins afin de prépositionner l'assistance alimentaire en nature nécessaire en cas de situation d'urgence soudaine.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ			
	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 3
	Activité 1		Activité 4
Type de bénéficiaires	Personnes touchées par un choc		Populations locales vulnérables
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales	400		
Légumes secs	60		
Huile	25		
Super Cereal Plus	60		
Total kcal/jour	2 110	2 100	2 100
% kcal d'origine protéique	11,4		
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)		0,60	0,60
Nombre de jours d'alimentation par an	10	90	100

TABLEAU 3. TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (<i>en tonnes</i>)	Total (<i>en dollars</i>)
Céréales	1 200	531 432
Légumes secs	180	207 000
Huiles et matières grasses	75	102 577
Aliments composés et mélanges	180	205 902
Total (<i>produits alimentaires</i>)	1 635	1 046 911
Transferts de type monétaire (en dollars)		33 772 100
Total (<i>valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire</i>)	1 635	34 819 011

4.3 Partenariats

103. Le PAM travaillera en étroite coordination avec le Gouvernement. Il collaborera avec les entités publiques locales et nationales, les organisations de la société civile, les autres organismes des Nations Unies, les établissements universitaires, les partenaires de financement et les entités du secteur privé et tirera parti du rôle qu'il joue actuellement en soutien de la politique générale du Gouvernement et dans la campagne nationale en faveur de la faim. En s'appuyant sur les résultats et les enseignements tirés du précédent PSP, le PAM cherchera à établir des partenariats stratégiques pour diversifier son portefeuille de financement et dégager des possibilités de financement dans des domaines innovants, et à renforcer les partenariats avec la société civile.
104. Le PAM resserrera les alliances avec les autorités municipales pour obtenir un impact durable et s'attachera à promouvoir les mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour faciliter les échanges de connaissances et d'expériences avec d'autres pays de la région sur la nutrition, les systèmes alimentaires et le renforcement de la résilience. On s'attachera tout particulièrement à faire évoluer les relations avec les donateurs traditionnels, qui d'une participation axée sur les transactions seront orientées vers des partenariats stratégiques. Le PAM favorisera le dialogue avec le secteur privé pour assurer une coopération technique et des solutions innovantes. Dans ses partenariats, le PAM appliquera une stratégie en trois parties:
 - Positionner le PAM en tant que partenaire technique dans l'action menée pour renforcer les capacités du Gouvernement liées aux systèmes alimentaires, à la nutrition, à la gestion des risques, à la préparation et l'intervention en cas de crise. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire seront aussi encouragées comme moyen de renforcer les capacités du Gouvernement et de partager l'expérience au niveau des politiques et des opérations du Guatemala, ce qui complétera les interventions de renforcement des capacités menées par le PAM au titre du PSP.
 - Diversifier les portefeuilles de partenariats, assurer de nouvelles alliances pour progresser dans la réalisation des ODD 2 et 17 et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en général. Le PAM recherchera de nouveaux partenariats avec les acteurs habituels ou autres, notamment des institutions financières internationales, des entreprises sociales, des personnalités influentes, des établissements universitaires et des instituts de recherche, des fondations et des grandes entreprises.
 - Le PAM utilisera les données factuelles issues des programmes communs pour promouvoir le rôle croissant qu'il joue dans la résilience, le développement et l'innovation.
105. Les partenariats avec les autres organismes des Nations Unies, les organisations de la société civile et les ONG locales et nationales seront déterminants pour la mise en œuvre des activités sur le terrain afin d'optimiser l'impact de la stratégie du PSP en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, y compris la mise au point d'approches propres à faire évoluer les relations entre les sexes et la nutrition et la prise en compte des points de vue et des besoins des populations autochtones dans les interventions du PAM. Pour obtenir cet impact, le PAM dialoguera étroitement aussi avec les communautés locales et avec les établissements universitaires qui peuvent contribuer à générer des données factuelles solides à partir des évaluations et des examens.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

106. Le PAM mettra en œuvre un plan de suivi et d'évaluation complet pour mesurer les progrès accomplis vers l'obtention des résultats moyennant une combinaison d'indicateurs institutionnels d'effets directs et de produits figurant dans le cadre logique, d'autres indicateurs pour mesurer l'impact du renforcement des capacités et du changement de comportement et la facilitation du suivi et de l'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes et de la dimension nutritionnelle.
107. Le PAM recueillera des données de référence auprès des communautés, des ménages et des personnes échantillonnés. Le suivi des distributions, des activités et des progrès accomplis vers la réalisation des effets directs sera effectué conformément aux normes institutionnelles et aux procédures normalisées. Les valeurs de référence, les cibles annuelles et les valeurs de suivi seront enregistrées dans l'outil du bureau de pays pour une gestion efficace (COMET). Le personnel de terrain sera doté d'appareils mobiles de collecte de données. Dans les zones isolées le PAM aura recours aux techniques de collecte de données à distance pour le suivi, les évaluations et l'alerte rapide. L'analyse et les rapports s'appuieront sur des données ventilées par sexe et par âge enregistrées dans la plateforme SCOPE pour le suivi des bénéficiaires et de l'assistance du PAM. Le PAM suivra les résultats qui contribuent aux ODD autres que les ODD 2 et 17 et participera aux évaluations du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Il coordonnera aussi les évaluations conjointes de la sécurité alimentaire et de la nutrition avec les équipes de pays des Nations Unies et les équipes pour l'action humanitaire.
108. Le PAM tirera parti des enseignements tirés des rapports de suivi et des commentaires recueillis au moyen de ses dispositifs de réclamation et de remontée de l'information (ligne téléphonique directe) et modifiera la mise en œuvre de ses opérations en conséquence. Les bonnes pratiques seront documentées à l'aide d'analyses thématiques, d'enregistrements vidéo, d'infographies et de galeries de photos, y compris des initiatives qui contribuent au suivi qualitatif, comme le recours à des conteurs.
109. Au cours de la deuxième année de l'exécution du PSP, le PAM effectuera une évaluation décentralisée conçue pour produire des données factuelles et des enseignements tirés de l'expérience. Au cours de la troisième année, il effectuera une évaluation centralisée indépendante pour éclairer la conception du prochain PSP et satisfaire aux exigences en matière d'obligation redditionnelle. En coordination avec le Bureau de l'évaluation, le bureau de pays étudie la possibilité de réaliser une évaluation d'impact en partenariat avec le groupe de la Banque mondiale chargé de l'évaluation d'impact dans le cadre du guichet d'évaluation de l'impact du PAM sur le changement climatique et la résilience. Une évaluation de référence serait menée à la fin de 2020 ou au début de 2021, et les résultats seraient communiqués d'ici à 2024.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

110. La formulation du présent PSP a coïncidé avec la nomination d'un nouveau gouvernement, ce qui a créé des incertitudes quant à la continuité des priorités politiques. Le PAM a dialogué activement avec le nouveau Gouvernement avant son entrée en fonction pour atténuer ce risque. Le Guatemala est exposé aux aléas naturels, et un événement majeur lié au climat pourrait compromettre la résilience et les activités de développement à long terme. Le PAM continuera donc d'assurer le renforcement des capacités ayant trait à la préparation aux situations d'urgence et à l'intervention en cas de crise. Le Guatemala étant un pays d'origine, de transit, de destination et de retour pour les migrants, le PAM continuera de travailler étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations sur le suivi de la situation et, il est prêt à transposer à plus grande échelle les activités du PSP et à les adapter si nécessaire. Les difficultés qui résultent des inégalités entre les sexes et d'autres inégalités structurelles pourraient compromettre l'action du PAM en matière de développement; le PAM s'efforcera d'adapter ses interventions pour éviter d'aggraver ces difficultés.

Risques opérationnels

111. Le crime organisé représente un risque majeur pour le personnel et les bénéficiaires. Pour atténuer ce risque, le PAM appliquera les règles de sécurité des Nations Unies et restera en contact étroit avec les autorités locales et les communautés dans les zones où il intervient. Des évaluations de la sécurité seront effectuées lors de la sélection des modalités de transfert et des mécanismes d'exécution. La rotation du personnel dans l'administration, en particulier dans les bureaux décentralisés des ministères, peut provoquer des retards dans la mise en œuvre; le PAM organisera donc des sessions régulières de renforcement des capacités à l'intention du nouveau personnel et cherchera les moyens d'atténuer les retards prolongés dus à la rotation du personnel gouvernemental.

Risques fiduciaires

112. Afin d'éviter les risques d'appropriation illicite des transferts de type monétaire, le personnel du PAM contrôlera régulièrement les distributions et renforcera les données concernant les bénéficiaires. Toutes les réclamations des bénéficiaires concernant d'éventuels comportements répréhensibles seront transmises par le biais d'une ligne téléphonique d'urgence qui permet de s'assurer que les mesures appropriées sont prises. Le personnel de terrain surveillera le processus de sélection des bénéficiaires et leur admissibilité, et le PAM procédera régulièrement à des rapprochements post-distribution.

5.3 Garanties sociales et environnementales

113. Le bureau de pays applique les normes environnementales et sociales lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses opérations et de ses activités de programme. Le PAM a élaboré en 2019 un programme en faveur d'un bureau vert qui sera appliqué pendant toute la période couverte par le PSP conformément à la norme ISO 14001:2014 de l'Organisation internationale de normalisation. Le programme comprend notamment la formation du personnel aux questions ayant trait à l'environnement, comme par exemple la gestion de l'énergie, de l'eau et des eaux usées, la réduction de l'empreinte carbone et l'utilisation efficace des technologies. Le bureau de pays a sélectionné des indicateurs pour ces domaines, qui sont suivis pour assurer la conformité aux normes. Les directives institutionnelles relatives aux normes environnementales et sociales dans les opérations seront prises en compte dans la conception et la mise en œuvre de toutes les activités.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

114. Les besoins prévus pour le PSP s'élèvent à 157 millions de dollars, compte tenu de la couverture géographique des opérations et du recentrage des programmes sur le renforcement de la résilience. Les crédits budgétaires les plus importants sont affectés aux effets directs stratégiques 3 et 5 relatifs au renforcement de la résilience, suivis par l'effet direct stratégique 1 qui porte sur l'intervention face à une crise. Les fonds consacrés à des activités favorisant l'égalité des sexes représentent 20 pour cent du budget du PSP.

TABLEAU 4. BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Activité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
1	1	7 280 540	7 128 598	7 202 730	7 308 604	28 920 473
2	2	686 805	695 130	821 569	918 926	3 122 430
3	3	851 982	795 221	820 994	811 417	3 279 614
	4	9 189 989	14 255 530	15 719 480	16 189 558	55 354 558
4	5	290 527	292 823	297 882	305 911	1 187 143
	6	538 453	436 052	509 471	372 233	1 856 209
5	7	16 970 034	16 808 737	16 930 315	8 076 342	58 785 428
	8	1 266 943	1 259 969	1 274 437	1 294 297	5 095 645
Total		37 075 274	41 672 061	43 576 878	35 277 289	157 601 501

6.2 Perspectives et stratégie de financement

115. À l'heure actuelle, 20 pour cent du budget du portefeuille de pays est couvert par des contributions confirmées et par des contributions prévues dont la confirmation est fort probable. Les fonds que le Gouvernement s'est fermement engagé à verser au titre de prestations de services, ainsi que les reports du PSP en cours font que 48 pour cent des activités qu'il est prévu de réaliser pendant la première année d'exécution du PSP sont déjà financées. Les besoins de financement sont couverts à hauteur de 96 pour cent pour l'effet direct stratégique 2, de 67 pour cent pour l'effet direct stratégique 4 et de 37 pour cent pour l'effet direct stratégique 3. Les activités prévues au titre de l'effet direct stratégique 5 reposent sur des accords gouvernementaux fermes et, selon toute vraisemblance, l'intervention en cas de crise relevant de l'effet direct stratégique 1 sera financée en cas de situation d'urgence.
116. Pendant la formulation du PSP et de son plan d'action en matière de partenariat, le PAM a tenu des réunions avec les donateurs, le Gouvernement et d'autres partenaires afin d'obtenir leur validation des stratégies et des opérations du PSP. Les partenaires ont exprimé un vif intérêt pour le PSP, les donateurs manifestant aussi leur intérêt pour la mobilisation de fonds de financement commun destinés à des interventions globales qui intègrent des mesures pour faire face à l'insécurité alimentaire et à d'autres urgences aux initiatives de pérennisation moyennant le renforcement de la résilience.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'INDONÉSIE (2021–2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise au Guatemala sont en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels pendant et après la crise

Catégorie d'effet direct:
Maintien/ amélioration de
l'accès des individus et des
ménages à une
alimentation suffisante

Tient compte de
la nutrition

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Les parties prenantes présentes dans le pays fournissent un financement adéquat pour une intervention nationale globale.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrée à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Activités et produits

1. Fournir une assistance directe à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes aux populations touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins essentiels, notamment alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les populations vulnérables des zones ciblées ont accès à des services et à des programmes globaux qui les encouragent à adopter des régimes alimentaires sains

Catégorie d'effet direct:
Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

L'engagement du Gouvernement en matière de santé et de nutrition demeure une priorité du programme d'action national.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance du PAM qui relèvent d'un dispositif national de protection sociale grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Activités et produits

2. Renforcer les capacités locales et nationales qui permettent d'améliorer la nutrition des populations vulnérables et de les encourager à adopter des régimes alimentaires sains (Prévention de la malnutrition)

Les institutions locales et nationales tirent parti de leurs capacités renforcées pour définir, gérer et mettre en œuvre des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle destinés aux populations les plus vulnérables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables bénéficient d'une stratégie de mobilisation sociale destinée à accroître la demande de programmes globaux encourageant l'adoption de régimes alimentaires sains. (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 3: Les populations rurales vulnérables et les institutions locales participent durant toute l'année à des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition et de la problématique hommes-femmes qui sont durables et résilients face au changement climatique

Catégorie d'effet direct:

Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

Il existe une stabilité politique et sociale; les risques naturels imprévus n'entravent pas les efforts de réduction et de gestion des risques de catastrophes.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrée à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Nombre d'approches novatrices visant à renforcer la résilience mises à l'essai

Proportion de ménages se référant à des informations d'ordre météorologique ou climatique au moment de prendre des décisions concernant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire

Proportion de ménages intégrant des mesures d'adaptation à leurs activités/moyens d'existence

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Activités et produits

3. Renforcer les capacités des institutions chargées de l'alimentation scolaire, des communautés scolaires et des petits exploitants (Repas scolaires)

Les écoliers et les petits exploitants agricoles bénéficient du renforcement de la gestion du programme national d'alimentation scolaire et de l'amélioration des capacités d'accès de la communauté de l'éducation à une alimentation et à des habitudes saines. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les écoliers bénéficient de l'alimentation scolaire issue de la production locale en ayant accès à une alimentation saine. (N: Alimentation scolaire assurée)

Les parents des écoliers bénéficient de la stratégie de mobilisation sociale destinée à prévenir toutes les formes de malnutrition et de discrimination fondée sur le sexe. (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

4. Dispenser des formations et fournir du matériel, des transferts de type monétaire et une assistance technique aux petits exploitants vulnérables, aux communautés, aux coopératives et aux institutions locales (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les institutions locales, tirant parti du renforcement des capacités, améliorent la gouvernance, la conception et la mise en œuvre de plans détaillés et inclusifs de renforcement de la résilience. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations prioritaires et les institutions tirent parti d'une stratégie de mobilisation sociale qui encourage les pratiques porteuses de transformation en matière de résilience face au climat, d'égalité des sexes et d'inclusion. (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les populations prioritaires et les institutions, tirant parti des activités de formation et de création d'actifs, accèdent à des services, des outils et des pratiques résilients face au climat. (D: Actifs créés)

Les populations prioritaires, tirant parti des activités de formation et de création d'actifs, diversifient et adaptent leurs moyens d'existence et accèdent à de nouvelles possibilités d'emploi. (A: Ressources transférées)

Les petits exploitants et les micro-entrepreneurs tirent parti des services financiers pour mettre en place une gestion intégrée des risques. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les petits exploitants et les micro-entrepreneurs tirent parti de la formation relative au renforcement organisationnel pour améliorer leur accès aux marchés. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les institutions nationales ont des capacités renforcées et améliorent leur coordination pour gérer un système de protection sociale intégré

Catégorie d'effet direct:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Soutien politique à l'établissement d'un système de protection sociale intégré.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de transferts de type monétaire transitant par des systèmes nationaux de protection sociale grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits**5. Fournir aux institutions de protection sociale une assistance technique au niveau des politiques et à celui des opérations (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités institutionnelles de gestion d'un système national de protection sociale intégré et réactif face aux chocs. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

6. Fournir une assistance technique aux institutions nationales et infranationales du système de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise (Préparation aux situations d'urgence)

Les populations vulnérables bénéficient du renforcement et de la coordination des processus de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise pour prévenir et réduire l'impact des chocs sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 5: Les partenaires nationaux ont accès à des services efficaces et à une assistance technique tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct:
Amélioration des
plateformes de
coordination communes

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la
résilience

Hypothèses:

Le Gouvernement demande et alloue des ressources pour la fourniture de services.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

7. Fournir des services d'achat de produits alimentaires aux institutions nationales et aux autres partenaires (Prestation de services et plateformes)

Les populations ciblées bénéficient de l'efficacité et de la transparence accrues des programmes nationaux résultant des services d'achat de produits alimentaires fournis aux institutions nationales. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

8. Fournir des services et une assistance technique aux institutions nationales et aux autres partenaires (Prestation de services et plateformes)

Les mécanismes nationaux de coordination reçoivent une assistance technique destinée à assurer la cohérence et la transparence des programmes nationaux. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les populations ciblées bénéficient de l'efficacité et de la transparence accrues des programmes nationaux résultant des services et de l'assistance technique fournis aux institutions nationales. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.2: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 8	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience				
Transferts	23 257 055	2 396 694	48 061 081	2 225 594	56 012 000	131 952 423
Mise en œuvre	2 106 838	340 351	3 358 254	444 046	3 730 855	9 980 343
Coûts d'appui directs ajustés	1 791 481	194 815	3 636 227	187 968	4 138 219	9 948 709
Total partiel	27 155 373	2 931 859	55 055 561	2 857 608	63 881 073	151 881 475
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 765 099	190 571	3 578 611	185 745	0	5 720 026
Total	28 920 473	3 122 430	58 634 173	3 043 353	63 881 073	157 601 501

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays